L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 13 JUILLET 1857.

Imprimée et publiée par
G. F. WEISSE & Co.,
RUE COMMERCIALE, 16 (ENTRE CHARTRES ET DAUPHINE).
G. F. WEISSE, RÉDACTEUR.
E. DUVERGER, } GÉRANTS.
E. MARET,

Rue de Chartres No. 95, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 13 JUILLET 1857.

Abonné à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

M. L. A. FERNET, négociant à Vera-Cruz, est autorisé à percevoir ce qui nous est dû au Mexique. Les personnes établies dans ce dernier pays qui voudront s'abonner à l'*Abeille* ou y insérer des annonces, devront s'adresser à lui.

Vente à l'encan de ce jour.

PAR N. ERNST—A la Bourse St. Louis : Terrains sur la Promenade Carondelet, provenant de la succession P. U. Cooper, vendus pour le compte et risques de J. Bellow, qui n'a pu remplir les conditions de la vente qui lui avait été faite le 11 de ce mois.

PAR ROBERT JONES—A 11 heures du matin, coin de Dames, rue du Canal, No 135—robes, vêtemens, chapeaux de dames, etc.

A 5 heures P. M., au No 87, rue Royale, entre Conti et Bienville : Meubles.

PAR JOHN M. BELL, shérif—A 5 heures P. M., sur les lieux : le fonds d'un magasin d'epicerie, angle des rues St. Louis et Bourgogne, meubles, etc.

Nouvelles étrangères.

Le steamer *Columbia* est arrivé le 5 de ce mois à New-York avec des dates de Liverpool jusqu'au 24 juin et du continent jusqu'au 22.

Les opérations électorales ont commencé le 21 juin en France. Nous lisons à ce sujet dans la *Presse* :

Les opérations électorales ont commencé aujourd'hui dans le plus grand ordre et avec cette animation pacifique qui doit les caractériser. Dans la plupart des circonscriptions, le nombre des votans a été assez nombreux. On sait, du reste, que le scrutin pourra être maintenu jusqu'à quatre heures.

Le *Constitutionnel*, le *Pays* et la *Patrie* auront permis dans leur tactique jusqu'au dernier moment. Il n'est rien négligé pour jeter dans les esprits cette irritation que les circonstances ne comportent pas. Le *Constitutionnel* veut bien reconnaître cependant, dans un accès passager de franchise, que l'agitation électorale ne menace pas sérieusement la sécurité du pays. Toute sa rhétorique porte donc à faux, dès son propre aveu.

Nous sommes convaincu que les électeurs sauront exercer leur droit avec indépendance, mais sans se laisser troubler par de vaines déclamations. C'est, pour notre compte, toutes les nuances de l'opinion que nous leur demandons. Ils connaissent les candidats du gouvernement et ceux de l'opposition. Leur devoir est de nous éclairer sur leur valeur personnelle, et de nous dire sincèrement la situation, et d'émettre un vote conforme à leurs convictions et à leurs aspirations.

Quant au sens des candidatures d'opposition, qu'on cherche à dénaturer en les rangeant, tous les journaux qui les ont publiées, sont d'accord.

On lit dans le *Courrier de Paris* :

"La signification de tout ce mouvement, c'est le désir d'une plus grande part faite à la liberté dans les institutions régnantes, et le rappel d'une parole qui, loin de repousser cette aspiration, l'a formellement promise. Il y a rien de séditieux n'exagère à cela, et ce n'est pas la peine d'agiter à ce propos, comme l'ont fait hier quelques ministres, les chiffons rouges aux regards des électeurs. Si ne doutons que cela influence les votes disposés à se prononcer dans ce sens, qui est le vrai, suivant l'impression qui est la nôtre et qu'ayant reçue dès le commencement de ce débat, nous conservons et maintiendrons au moment où il se terminera."

La question politique du jour c'est la signature de la convention qui règle définitivement les questions relatives à la frontière turco-russe d'Europe. Cette convention, formant annexe au traité du 30 mars 1856, a été signée le 19 juin, à Paris, sans discussion. Le tracé arrêté par les commissaires, conformément aux instructions du congrès de Paris, a été purement et simplement ratifié.

Un correspondant écrit que l'empereur des Français partirait pour Plombières très-probablement le 25 juin.

Nous publions plus loin le texte d'une circulaire adressée par le ministre de l'intérieur, en France, aux préfets. Elle peut se passer de commentaires.

La presse autrichienne suit avec une grande attention le mouvement électoral en France. Le journal officiel, la *Gazette de Vienne*, publie, au sujet des élections prochaines, un article qui condamne hautement les velléités d'opposition qui se produisent en France et exprime pour la politique intérieure du gouvernement français une approbation qui contraste assez vivement avec le mécontentement empreint le langage de quelques organes autrichiens lorsqu'ils apprécient la politique extérieure de la France.

La Chambre des lords d'Angleterre a voté avant-hier à une majorité assez faible 101 voix contre 96, le bill présenté par le gouvernement pour l'abolition de l'impôt ecclésiastique prélevé dans sept villes d'Irlande au profit du clergé protestant. Lord Derby avait proposé l'ajournement du bill à six mois, ce qui en impliquait le rejet; et sa proposition n'a été rejetée que par cinq voix de majorité. C'est le premier symptôme d'opposition qui se produise depuis l'ouverture de la session du nouveau Parlement.

A la Chambre des communes, le gouvernement a subi un échec sur une question sans importance. Il s'agissait du crédit à voter pour la révision du cadastre en Ecosse. Le gouvernement réclamait pour ce service 151,000 liv. sterling; sir D. Norrey a proposé un amendement réduisant ce crédit de 36,000 livres, et cet amendement a été voté par 172 voix contre 167.

On se souvient que, dans le courant de 1856, la ville de Greytown fut bombardée par un bâtiment américain, et que des matelots débarqués sur la côte de Mosquito mirent le feu à un quartier de la ville, dans lequel se trouvaient un grand nombre de maisons appartenant à des sujets anglais et à résidence officielle du consul de cette nation. Le 19 juin, à la Chambre des communes, lord Hamilton a reproché au gouvernement de n'avoir pas soutenu les réclamations de ces sujets anglais qui demandent une indemnité pour le dommage qu'leur avait été fait, et de n'avoir pas non plus vengé l'honneur du pavillon britannique, insulté. MM. Roebuck, Disraeli, Bentinck et lord Lovaine ont appuyé les observations de lord Hamilton, en faisant remarquer le contraste de l'humilité dont le cabinet britannique fait preuve dans ses rapports avec les Etats-Unis et de la violence qu'il a exercée contre les Chinois pour un fait bien moins grave que celui de Greytown.

Lord Palmerston a répondu que le gouvernement n'avait pas cru devoir, dans l'état actuel du droit international, élever des réclamations pour un fait résultant accidentellement d'hostilités entre deux puissances étrangères. Le cabinet a pris l'avis des officiers judiciaires de la Couronne, qui ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre parce qu'il n'y avait pas eu dans le bombardement de Greytown d'intention hostile au gouvernement, ni au sujets anglais.

Sir Charles Wood, ministre de la marine, a annoncé que l'escadre anglaise des Antilles allait être renforcée pour la répression plus efficace de la traite des noirs sur la côte de Cuba.

La reine Victoria a célébré le 20 juin le vingtième anniversaire de son règne.

Le cabinet de Madrid a ordonné au général Concha d'envoyer devant la Vera-Cruz une partie de l'escadre réunie dans les ports de Cuba.

Canal Carondelet.

Les livres de souscription pour former le capital social de la nouvelle compagnie du Canal Carondelet, seront ouverts aujourd'hui au No 39, Passage de la Bourse. Le délai fixé par la législature pour l'achèvement des travaux dont l'ancienne compagnie avait commencé l'exécution, n'expire qu'au mois d'octobre prochain, mais celle-ci préfère se décharger plus tôt de toute espèce de responsabilité en transférant aux commissaires ses droits, privilèges et propriétés.

Le marché s'est conclu sur les bases suivantes : La nouvelle compagnie se substitue à l'ancienne pour le paiement d'une dette hypothécaire de $50,000, exigible dans dix-neuf ans, et elle lui donne, en retour de la remise du canal et des privilèges d'exploitation qui s'y rattachent, $100,000 en actions nouvelles.

La nouvelle compagnie, on le voit, a fait une excellente affaire. Le bassin et le canal Carondelet, sans que leur revenu, ne lui coûtent que mille centièmes d'actions de cent piastres chacune, c'est-à-dire du papier qui ne la soumet à aucune obligation pécuniaire. Il est vrai qu'elle s'engage à payer une dette de $50,000, mais elle a dix-neuf ans pour s'acquitter.

Le total de la souscription que sollicite la nouvelle compagnie est de $150,000. Nous doutons pas que les actions ne soient immédiatement prises. Ce serait une affaire magnifique pour quelques capitalistes entreprenants. L'ancienne compagnie a exécuté d'importants travaux, et ce qui reste à faire ne sera ni difficile ni coûteux. D'ici à un an, le canal peut être mis en parfait état et les goélettes y afflueront. Quant au revenu, il sera considérable et les actionnaires n'auront qu'à se féliciter de leur placement. Le canal de la rue Ayme a fait le fortune de tous. Le vieux canal Carondelet a les mêmes éléments de prospérité, et le commerce n'attend pour en prendre possession que l'achèvement des travaux indispensables.

Dépêches Télégraphiques,

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles d'Europe
DE QUATRE JOURS PLUS RÉCENTES.

ARRIVÉE DE L'AGLO-SAXON A QUÉBEC.

LES NOUVELLES DE L'INDE CONFIRMÉES.

Accident de railroad en Angleterre.

Troupes françaises pour la Chine.

Québec, 11 juillet.—Le steamship à hélice de Liverpool et Montréal Anglo-Saxon, parti de Liverpool le 1er de ce mois, est arrivé.

L'*America* est arrivé à Liverpool le 28 dernier, le Vanderbilt le 30, et l'Atlantic le 1er juillet.

NOUVELLES GÉNÉRALES.

La malle de l'Inde confirme la dernière nouvelle du soulèvement des natifs dans l'armée du Bengale.

On doit envoyer immédiatement des renforts de l'Angleterre.

La question du sabotage a été perdue à la Chambre des Communes.

Deux accidents sérieux de chemin de fer ont eu lieu en Angleterre—Douze personnes ont été tuées et cent blessées.

On rapporte que la France enverra immédiatement en Chine quatorze transports chargés de troupes.

Des avis de Singapore portent que la difficulté, soulevée entre les autorités américaines et anglaises, relativement au navire hollandais Henrietta Mario, n'est pas encore réglée.

A 5 heures P. M., au No 87, rue Royale, entre Conti et Bienville : Meubles.

PAR JOHN M. BELL, shérif—A 5 heures P. M., sur les lieux : le fonds d'un magasin d'epicerie, angle des rues St. Louis et Bourgogne, meubles, etc.

Nouvelles étrangères.

Le steamer *Columbia* est arrivé le 5 de ce mois à New-York avec des dates de Liverpool jusqu'au 24 juin et du continent jusqu'au 22.

Les opérations électorales ont commencé le 21 juin en France. Nous lisons à ce sujet dans la *Presse* :

Les opérations électorales ont commencé aujourd'hui dans le plus grand ordre et avec cette animation pacifique qui doit les caractériser. Dans la plupart des circonscriptions, le nombre des votans a été assez nombreux. On sait, du reste, que le scrutin pourra être maintenu jusqu'à quatre heures.

Le *Constitutionnel*, le *Pays* et la *Patrie* auront permis dans leur tactique jusqu'au dernier moment. Il n'est rien négligé pour jeter dans les esprits cette irritation que les circonstances ne comportent pas. Le *Constitutionnel* veut bien reconnaître cependant, dans un accès passager de franchise, que l'agitation électorale ne menace pas sérieusement la sécurité du pays. Toute sa rhétorique porte donc à faux, dès son propre aveu.

Nous sommes convaincu que les électeurs sauront exercer leur droit avec indépendance, mais sans se laisser troubler par de vaines déclamations. C'est, pour notre compte, toutes les nuances de l'opinion que nous leur demandons. Ils connaissent les candidats du gouvernement et ceux de l'opposition. Leur devoir est de nous éclairer sur leur valeur personnelle, et de nous dire sincèrement la situation, et d'émettre un vote conforme à leurs convictions et à leurs aspirations.

Quant au sens des candidatures d'opposition, qu'on cherche à dénaturer en les rangeant, tous les journaux qui les ont publiées, sont d'accord.

On lit dans le *Courrier de Paris* :

"La signification de tout ce mouvement, c'est le désir d'une plus grande part faite à la liberté dans les institutions régnantes, et le rappel d'une parole qui, loin de repousser cette aspiration, l'a formellement promise. Il y a rien de séditieux n'exagère à cela, et ce n'est pas la peine d'agiter à ce propos, comme l'ont fait hier quelques ministres, les chiffons rouges aux regards des électeurs. Si ne doutons que cela influence les votes disposés à se prononcer dans ce sens, qui est le vrai, suivant l'impression qui est la nôtre et qu'ayant reçue dès le commencement de ce débat, nous conservons et maintiendrons au moment où il se terminera."

La question politique du jour c'est la signature de la convention qui règle définitivement les questions relatives à la frontière turco-russe d'Europe. Cette convention, formant annexe au traité du 30 mars 1856, a été signée le 19 juin, à Paris, sans discussion. Le tracé arrêté par les commissaires, conformément aux instructions du congrès de Paris, a été purement et simplement ratifié.

Un correspondant écrit que l'empereur des Français partirait pour Plombières très-probablement le 25 juin.

Nous publions plus loin le texte d'une circulaire adressée par le ministre de l'intérieur, en France, aux préfets. Elle peut se passer de commentaires.

La presse autrichienne suit avec une grande attention le mouvement électoral en France. Le journal officiel, la *Gazette de Vienne*, publie, au sujet des élections prochaines, un article qui condamne hautement les velléités d'opposition qui se produisent en France et exprime pour la politique intérieure du gouvernement français une approbation qui contraste assez vivement avec le mécontentement empreint le langage de quelques organes autrichiens lorsqu'ils apprécient la politique extérieure de la France.

La Chambre des lords d'Angleterre a voté avant-hier à une majorité assez faible 101 voix contre 96, le bill présenté par le gouvernement pour l'abolition de l'impôt ecclésiastique prélevé dans sept villes d'Irlande au profit du clergé protestant. Lord Derby avait proposé l'ajournement du bill à six mois, ce qui en impliquait le rejet; et sa proposition n'a été rejetée que par cinq voix de majorité. C'est le premier symptôme d'opposition qui se produise depuis l'ouverture de la session du nouveau Parlement.

A la Chambre des communes, le gouvernement a subi un échec sur une question sans importance. Il s'agissait du crédit à voter pour la révision du cadastre en Ecosse. Le gouvernement réclamait pour ce service 151,000 liv. sterling; sir D. Norrey a proposé un amendement réduisant ce crédit de 36,000 livres, et cet amendement a été voté par 172 voix contre 167.

On se souvient que, dans le courant de 1854, la ville de Greytown fut bombardée par un bâtiment américain, et que des matelots débarqués sur la côte de Mosquito mirent le feu à un quartier de la ville, dans lequel se trouvaient un grand nombre de maisons appartenant à des sujets anglais et la résidence officielle du consul de cette nation. Le 19 juin, à la Chambre des communes, lord Hamilton a reproché au gouvernement de n'avoir pas soutenu les réclamations de ces sujets anglais qui demandent une indemnité pour le dommage qu'leur avait été fait, et de n'avoir pas non plus vengé l'honneur du pavillon britannique, insulté. MM. Roebuck, Disraeli, Bentinck et lord Lovaine ont appuyé les observations de lord Hamilton, en faisant remarquer le contraste de l'humilité dont le cabinet britannique fait preuve dans ses rapports avec les Etats-Unis et de la violence qu'il a exercée contre les Chinois pour un fait bien moins grave que celui de Greytown.

Lord Palmerston a répondu que le gouvernement n'avait pas cru devoir, dans l'état actuel du droit international, élever des réclamations pour un fait résultant accidentellement d'hostilités entre deux puissances étrangères. Le cabinet a pris l'avis des officiers judiciaires de la Couronne, qui ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre parce qu'il n'y avait pas eu dans le bombardement de Greytown d'intention hostile au gouvernement, ni au sujets anglais.

Sir Charles Wood, ministre de la marine, a annoncé que l'escadre anglaise des Antilles allait être renforcée pour la répression plus efficace de la traite des noirs sur la côte de Cuba.

La reine Victoria a célébré le 20 juin le vingtième anniversaire de son règne.

Le cabinet de Madrid a ordonné au général Concha d'envoyer devant la Vera-Cruz une partie de l'escadre réunie dans les ports de Cuba.

Canal Carondelet.

Les livres de souscription pour former le capital social de la nouvelle compagnie du Canal Carondelet, seront ouverts aujourd'hui au No 39, Passage de la Bourse. Le délai fixé par la législature pour l'achèvement des travaux dont l'ancienne compagnie avait commencé l'exécution, n'expire qu'au mois d'octobre prochain, mais celle-ci préfère se décharger plus tôt de toute espèce de responsabilité en transférant aux commissaires ses droits, privilèges et propriétés.

Le marché s'est conclu sur les bases suivantes : La nouvelle compagnie se substitue à l'ancienne pour le paiement d'une dette hypothécaire de $50,000, exigible dans dix-neuf ans, et elle lui donne, en retour de la remise du canal et des privilèges d'exploitation qui s'y rattachent, $100,000 en actions nouvelles.

La nouvelle compagnie, on le voit, a fait une excellente affaire. Le bassin et le canal Carondelet, sans que leur revenu, ne lui coûtent que mille centièmes d'actions de cent piastres chacune, c'est-à-dire du papier qui ne la soumet à aucune obligation pécuniaire. Il est vrai qu'elle s'engage à payer une dette de $50,000, mais elle a dix-neuf ans pour s'acquitter.

Le total de la souscription que sollicite la nouvelle compagnie est de $150,000. Nous doutons pas que les actions ne soient immédiatement prises. Ce serait une affaire magnifique pour quelques capitalistes entreprenants. L'ancienne compagnie a exécuté d'importants travaux, et ce qui reste à faire ne sera ni difficile ni coûteux. D'ici à un an, le canal peut être mis en parfait état et les goélettes y afflueront. Quant au revenu, il sera considérable et les actionnaires n'auront qu'à se féliciter de leur placement. Le canal de la rue Ayme a fait la fortune de tous. Le vieux canal Carondelet a les mêmes éléments de prospérité, et le commerce n'attend pour en prendre possession que l'achèvement des travaux indispensables.

Nouvelles du Mexique.

Nous avons transcrit des livres de l'Auditeur d'Etat la liste suivante comprenant le montant des différentes ventes faites par les possesseurs de la Nouvelle-Orléans pendant le dernier trimestre. Il va sans dire que la liste n'est pas complète, plusieurs encaisseurs n'ayant pas encore adressé le tableau de leurs opérations à l'auditeur, lorsque nous avons copié les chiffres qui suivent et dont nous garantissons l'exactitude :

M. Vignie...	$592,728	J. A. Beard	$26,267
R. B. Sykes	177,000	T. Leaumont	36,705
D. E. Morphy	153,094	C. Sauvoy	196,116
J. L. Carman	63,682	R. Turpin	63,396
G. Smith	34,215	P. Vincent	27,457
C. M. Rutherford	45,625	M. Barnett	40,492
R. M. Montgomery	32,917	F. Fernandez	32,392
B. Kendig	27,440	T. Armfield	11,662
A. Bonligny	27,190	M. Hernandez	8,386
C. L. C. Dupuy	19,510	T. G. Spear	5,536
A. Fernandez	7,643	A. Rogerson	4,625
L. A. Levy	4,869		

UTAH—Le président a positivement offert au colonel Jack Hays la place d'arpenteur-général d'Utah. Ce territoire renferme 50,000 habitans dont les deux tiers sont des femmes. La majorité de la population est composée d'Anglais; on assure qu'elle n'a pas le moins du monde l'intention de lutter avec les troupes fédérales.

INCENDIE A BAYOU SARA.—La manufacture de voitures de M. R. Baumann, à Bayou Sara, a pris feu mardi dernier à 3 heures du matin. On a pu maîtriser les flammes, mais plusieurs voitures ont été détruites : on estime la perte à cinq mille piastres.

CHEMIN DE FER DES OPELOUSAS.—Le *Houma Ceres* nous apprend que plusieurs ingénieurs sont occupés en ce moment à explorer le pays entre la Nouvelle Ibérie et la Sabine formant la frontière occidentale de la Louisiane ; pour tracer la route du chemin de fer. Ils sont également chargés de choisir les terres que le Congrès a concédées à la Compagnie. Les travaux commenceront incessamment.

LIQUIDATION.—La liquidation des deux stocks de la maison D. F. Scanlan & Co, 12 et 14, rue de Chartres, se poursuit activement. Les ventes sont nombreuses, et l'assortiment s'écoule rapidement. Avis aux familles.

MAISON A VENDRE A BRASHEAR CITY. — On verra par une annonce insérée plus loin, que le propriétaire d'une maison située à Brashear City, se disposant à partir, propose de la vendre à l'amiable. L'hôtel et une salle de billards, ayant une belle chentele, sont établis dans la maison qui pourrait, en outre, être installée avec avantage en magasin. Brashear City est une petite ville déjà florissante dont le commerce ne peut qu'augmenter par suite du passage du fret et des voyageurs destinés au Texas ou à la Nouvelle Orléans. Si la propriété n'est pas vendue à l'amiable d'ici au 20 courant, elle sera ce jour-là mise à l'encan.

FEMMES MÉDECINES.—Les examens de l'Ecole de Médecine de la Pennsylvanie (département des femmes) ont eu lieu récemment. Sept dames, dont une de la Virginie et une de la Caroline du Nord, ont reçu leur diplôme de *docteurs en médecine*.

Nouvelles du Mexique.

Le steamer *Texas*, arrivé samedi dans notre port, venant de Vera Cruz, nous a apporté des journaux de cette dernière ville jusqu'au 7 courant et le Mexico jusqu'au 4 inclusivement.

Si la rumeur publique est dans le vrai, de la part d'un des gouvernement mexicain s'attend à la guerre et va prendre ses mesures pour parer aux éventualités. Il est gran temps que la nation mexicaine à laquelle ils appartiennent est menacée d'une guerre avec l'Espagne, sont convenus de la capitulation suivante :

"Art. 1er. La Sierra se soumet à l'obéissance du gouvernement suprême.

"Art. 2ème. Toutes les forces qui ont été soulevées dans ladite Sierra se retireront dans leurs foyers, et livreront immédiatement les fusils et les canons avec lesquels elles se sont défendues jusqu'à ce jour.

"Art. 3ème. Le général en chef de la brigada Rosas, au nom du gouvernement suprême, considérant le motif patriotique qui a occasionné la présente capitulation, pardonne et oublie le délit politique qu'ont commis ceux qui se sont soulevés dans la Sierra, contre l'autorité, et, en conséquence, leur garantit leurs vies et les emplois qu'ils avaient, par brevet supérieur, leur permettant, autant qu'ils ne seront pas en activité de service, de vivre partout où il leur conviendra.

"Art. 4ème. Tous les prisonniers qui auront été faits dans la guerre ou en dehors de la guerre, seront mis en liberté de l'une et de l'autre part, puisque les motifs de leur détention n'existent plus.

"Art. 5ème. Cette capitulation n'affecte pas les droits des tiers.

"Et, pour son accomplissement, avant la ratification nécessaire, nous la signons, aux lieu, jour, mois et an sus désignés.—*Manuel Hernandez.*—*José Maria Cenaco.*—Je ratifie la présente capitulation.—*Vicente Rosas.*—Je ratifie la présente capitulation.—*Tomas Mejia.*—Querétaro, 29 juin 1857.

M. le général Rosas Landa a adressé, le 24 juin, à sa brigade, une proclamation pour la féliciter de sa victoire.

Mais voyez un peu : trois jours après la signature de la capitulation, une conspiration devait éclater à Querétaro, et le chef actif de ce mouvement était un nommé Victor Cortazar, agent de Tomas Mejia. M. le général Arteaga, fort heureusement, a été averti à temps. Cortazar a été arrêté pendant la nuit du 26, surprendre la forteresse de la Cruz, sur la garnison de laquelle les conjurés croyaient pouvoir compter; il se prétendra, en effet, suivant le programme de la conjuration, mais M. le général Arteaga lui-même, qui l'attendait, le fit prisonnier et l'écroua.

Les ramifications de ce plan étaient connues ou savait quels en étaient les moteurs, parmi lesquels figurait l'ex-gouverneur Cayetano Montoya, qui était caché dans l'hacienda del Salitrillo; on est allé l'y arrêter et l'on a fait plusieurs autres captures importantes. Les conspirateurs emprisonnés sont dirigés sur Dolores. Les adversaires n'ont pu encore s'entendre sur les armes.

L'affaire est envoyée à Iundi.

ARRIVÉE DE PHILADELPHIE.—Une dépêche télégraphique reçue hier soir par MM. Jennings, Laughland & Co, annonce que le *Philadelphia* est arrivé hier à 5 heures de l'après-midi à la pointe, venant de New-York et de la Havane. Le *Philadelphia* nous rapporte la malle de la Californie.—Le steamer *Star of the West* a mis à la voile d'Aspinwall le 4 de ce mois pour New-York avec la malle de la Californie et 1,511,000 en espèces.

Ventes publiques.

Nous avons transcrit des livres de l'Auditeur d'Etat la liste suivante comprenant le montant des différentes ventes faites par les possesseurs de la Nouvelle-Orléans pendant le dernier trimestre. Il va sans dire que la liste n'est pas complète, plusieurs encaisseurs n'ayant pas encore adressé le tableau de leurs opérations à l'auditeur, lorsque nous avons copié les chiffres qui suivent et dont nous garantissons l'exactitude :

M. Vignie...	$592,728	J. A. Beard	$26,267
R. B. Sykes	177,000	T. Leaumont	36,705
D. E. Morphy	153,094	C. Sauvoy	196,116
J. L. Carman	63,682	R. Turpin	63,396
G. Smith	34,215	P. Vincent	27,457
C. M. Rutherford	45,625	M. Barnett	40,492
R. M. Montgomery	32,917	F. Fernandez	32,392
B. Kendig	27,440	T. Armfield	11,662
A. Bonligny	27,190	M. Hernandez	8,386
C. L. C. Dupuy	19,510	T. G. Spear	5,536
A. Fernandez	7,643	A. Rogerson	4,625
L. A. Levy	4,869		

UTAH—Le président a positivement offert au colonel Jack Hays la place d'arpenteur-général d'Utah. Ce territoire renferme 50,000 habitans dont les deux tiers sont des femmes. La majorité de la population est composée d'Anglais; on assure qu'elle n'a pas le moins du monde l'intention de lutter avec les troupes fédérales.

INCENDIE A BAYOU SARA.—La manufacture de voitures de M. R. Baumann, à Bayou Sara, a pris feu mardi dernier à 3 heures du matin. On a pu maîtriser les flammes, mais plusieurs voitures ont été détruites : on estime la perte à cinq mille piastres.

CHEMIN DE FER DES OPELOUSAS.—Le *Houma Ceres* nous apprend que plusieurs ingénieurs sont occupés en ce moment à explorer le pays entre la Nouvelle Ibérie et la Sabine formant la frontière occidentale de la Louisiane ; pour tracer la route du chemin de fer. Ils sont également chargés de choisir les terres que le Congrès a concédées à la Compagnie. Les travaux commenceront incessamment.

LIQUIDATION.—La liquidation des deux stocks de la maison D. F. Scanlan & Co, 12 et 14, rue de Chartres, se poursuit activement. Les ventes sont nombreuses, et l'assortiment s'écoule rapidement. Avis aux familles.

MAISON A VENDRE A BRASHEAR CITY. — On verra par une annonce insérée plus loin, que le propriétaire d'une maison située à Brashear City, se disposant à partir, propose de la vendre à l'amiable. L'hôtel et une salle de billards, ayant une belle chentele, sont établis dans la maison qui pourrait, en outre, être installée avec avantage en magasin. Brashear City est une petite ville déjà florissante dont le commerce ne peut qu'augmenter par suite du passage du fret et des voyageurs destinés au Texas ou à la Nouvelle Orléans. Si la propriété n'est pas vendue à l'amiable d'ici au 20 courant, elle sera ce jour-là mise à l'encan.

FEMMES MÉDECINES.—Les examens de l'Ecole de Médecine de la Pennsylvanie (département des femmes) ont eu lieu récemment. Sept dames, dont une de la Virginie et une de la Caroline du Nord, ont reçu leur diplôme de *docteurs en médecine*.

Nouvelles du Mexique.

Le steamer *Texas*, arrivé samedi dans notre port, venant de Vera Cruz, nous a apporté des journaux de cette dernière ville jusqu'au 7 courant et le Mexico jusqu'au 4 inclusivement.

Si la rumeur publique est dans le vrai, de la part d'un des gouvernement mexicain s'attend à la guerre et va prendre ses mesures pour parer aux éventualités. Il est gran temps que la nation mexicaine à laquelle ils appartiennent est menacée d'une guerre avec l'Espagne, sont convenus de la capitulation suivante :

"Art. 1er. La Sierra se soumet à l'obéissance du gouvernement suprême.

"Art. 2ème. Toutes les forces qui ont été soulevées dans ladite Sierra se retireront dans leurs foyers, et livreront immédiatement les fusils et les canons avec lesquels elles se sont défendues jusqu'à ce jour.

"Art. 3ème. Le général en chef de la brigada Rosas, au nom du gouvernement suprême, considérant le motif patriotique qui a occasionné la présente capitulation, pardonne et oublie le délit politique qu'ont commis ceux qui se sont soulevés dans la Sierra, contre l'autorité, et, en conséquence, leur garantit leurs vies et les emplois qu'ils avaient, par brevet supérieur, leur permettant, autant qu'ils ne seront pas en activité de service, de vivre partout où il leur conviendra.

"Art. 4ème. Tous les prisonniers qui auront été faits dans la guerre ou en dehors de la guerre, seront mis en liberté de l'une et de l'autre part, puisque les motifs de leur détention n'existent plus.

"Art. 5ème. Cette capitulation n'affecte pas les droits des tiers.

"Et, pour son accomplissement, avant la ratification nécessaire, nous la signons, aux lieu, jour, mois et an sus désignés.—*Manuel Hernandez.*—*José Maria Cenaco.*—Je ratifie la présente capitulation.—*Vicente Rosas.*—Je ratifie la présente capitulation.—*Tomas Mejia.*—Querétaro, 29 juin 1857.

M. le général Rosas Landa a adressé, le 24 juin, à sa brigade, une proclamation pour la féliciter de sa victoire.

Mais voyez un peu : trois jours après la signature de la capitulation, une conspiration devait éclater à Querétaro, et le chef actif de ce mouvement était un nommé Victor Cortazar, agent de Tomas Mejia. M. le général Arteaga, fort heureusement, a été averti à temps. Cortazar a été arrêté pendant la nuit du 26, surprendre la forteresse de la Cruz, sur la garnison de laquelle les conjurés croyaient pouvoir compter; il se prétendra, en effet, suivant le programme de la conjuration, mais M. le général Arteaga lui-même, qui l'attendait, le fit prisonnier et l'écroua.

Les ramifications de ce plan étaient connues ou savait quels en étaient les moteurs, parmi lesquels figurait l'ex-gouverneur Cayetano Montoya, qui était caché dans l'hacienda del Salitrillo; on est allé l'y arrêter et l'on a fait plusieurs autres captures importantes. Les conspirateurs emprisonnés sont dirigés sur Dolores. Les adversaires n'ont pu encore s'entendre sur les armes.

L'affaire est envoyée à lundi.

ARRIVÉE DE PHILADELPHIE.—Une dépêche télégraphique reçue hier soir par MM. Jennings, Laughland & Co, annonce que le *Philadelphia* est arrivé hier à 5 heures de l'après-midi à la pointe, venant de New-York et de la Havane. Le *Philadelphia* nous rapporte la malle de la Californie.—Le steamer *Star of the West* a mis à la voile d'Aspinwall le 4 de ce mois pour New-York avec la malle de la Californie et 1,511,000 en espèces.

Ventes publiques.

Nous avons transcrit des livres de l'Auditeur d'Etat la liste suivante comprenant le montant des différentes ventes faites par les possesseurs de la Nouvelle-Orléans pendant le dernier trimestre. Il va sans dire que la liste n'est pas complète, plusieurs encaisseurs n'ayant pas encore adressé le tableau de leurs opérations à l'auditeur, lorsque nous avons copié les chiffres qui suivent et dont nous garantissons l'exactitude :

M. Vignie...	$592,728	J. A. Beard	$26,267
R. B. Sykes	177,000	T. Leaumont	36,705
D. E. Morphy	153,094	C. Sauvoy	196,116
J. L. Carman	63,682	R. Turpin	63,396
G. Smith	34,215	P. Vincent	27,457
C. M. Rutherford	45,625	M. Barnett	40,492
R. M. Montgomery	32,917	F. Fernandez	32,392
B. Kendig	27,440	T. Armfield	11,662
A. Bonligny	27,190	M. Hernandez	8,386
C. L. C. Dupuy	19,510	T. G. Spear	5,536
A. Fernandez	7,643	A. Rogerson	4,625
L. A. Levy	4,869		

UTAH—Le président a positivement offert au colonel Jack Hays la place d'arpenteur-général d'Utah. Ce territoire renferme 50,000 habitans dont les deux tiers sont des femmes. La majorité de la population est composée d'Anglais; on assure qu'elle n'a pas le moins du monde l'intention de lutter avec les troupes fédérales.

INCENDIE A BAYOU SARA.—La manufacture de voitures de M. R. Baumann, à Bayou Sara, a pris feu mardi dernier à 3 heures du matin. On a pu maîtriser les flammes, mais plusieurs voitures ont été détruites : on estime la perte à cinq mille piastres.

CHEMIN DE FER DES OPELOUSAS.—Le *Houma Ceres* nous apprend que plusieurs ingénieurs sont occupés en ce moment à explorer le pays entre la Nouvelle Ibérie et la Sabine formant la frontière occidentale de la Louisiane ; pour tracer la route du chemin de fer. Ils sont également chargés de choisir les terres que le Congrès a concédées à la Compagnie. Les travaux commenceront incessamment.

LIQUIDATION.—La liquidation des deux stocks de la maison D. F. Scanlan & Co, 12 et 14, rue de Chartres, se poursuit activement. Les ventes sont nombreuses, et l'assortiment s'écoule rapidement. Avis aux familles.

MAISON A VENDRE A BRASHEAR CITY. — On verra par une annonce insérée plus loin, que le propriétaire d'une maison située à Brashear City, se disposant à partir, propose de la vendre à l'amiable. L'hôtel et une salle de billards, ayant une belle chentele, sont établis dans la maison qui pourrait, en outre, être installée avec avantage en magasin. Brashear City est une petite ville déjà florissante dont le commerce ne peut qu'augmenter par suite du passage du fret et des voyageurs destinés au Texas ou à la Nouvelle Orléans. Si la propriété n'est pas vendue à l'amiable d'ici au 20 courant, elle sera ce jour-là mise à l'encan.

FEMMES MÉDECINES.—Les examens de l'Ecole de Médecine de la Pennsylvanie (département des femmes) ont eu lieu récemment. Sept dames, dont une de la Virginie et une de la Caroline du Nord, ont reçu leur diplôme de *docteurs en médecine*.

Nouvelles du Mexique.

Le steamer *Texas*, arrivé samedi dans notre port, venant de Vera Cruz, nous a apporté des journaux de cette dernière ville jusqu'au 7 courant et le Mexico jusqu'au 4 inclusivement.

Si la rumeur publique est dans le vrai, de la part d'un des gouvernement mexicain s'attend à la guerre et va prendre ses mesures pour parer aux éventualités. Il est gran temps que la nation mexicaine à laquelle ils appartiennent est menacée d'une guerre avec l'Espagne, sont convenus de la capitulation suivante :

"Art. 1er. La Sierra se soumet à l'obéissance du gouvernement suprême.

"Art. 2ème. Toutes les forces qui ont été soulevées dans ladite Sierra se retireront dans leurs foyers, et livreront immédiatement les fusils et les canons avec lesquels elles se sont défendues jusqu'à ce jour.

"Art. 3ème. Le général en chef de la brigada Rosas, au nom du gouvernement suprême, considérant le motif patriotique qui a occasionné la présente capitulation, pardonne et oublie le délit politique qu'ont commis ceux qui se sont soulevés dans la Sierra, contre l'autorité, et, en conséquence, leur garantit leurs vies et les emplois qu'ils avaient, par brevet supérieur, leur permettant, autant qu'ils ne seront pas en activité de service, de vivre partout où il leur conviendra.

"Art. 4ème. Tous les prisonniers qui auront été faits dans la guerre ou en dehors de la guerre, seront mis en liberté de l'une et de l'autre part, puisque les motifs de leur détention n'existent plus.

"Art. 5ème. Cette capitulation n'affecte pas les droits des tiers.

"Et, pour son accomplissement, avant la ratification nécessaire, nous la signons, aux lieu, jour, mois et an sus désignés.—*Manuel Hernandez.*—*José Maria Cenaco.*—Je ratifie la présente capitulation.—*Vicente Rosas.*—Je ratifie la présente capitulation.—*Tomas Mejia.*—Querétaro, 29 juin 1857.

M. le général Ros